

**CONSORTIUM ETO
CONFÉRENCE MONDIALE**

RÉPONDRE AUX CRISES AU-DELÀ DES FRONTIÈRES

**16-19 juin 2022
Nuremberg, Allemagne**

Université Friedrich-Alexander d'Erlangen-Nürnberg
Ludwig-Erhard-Gebäude, Findelgasse 7-9, 90402 Nuremberg

PROGRAMME



08:00 - 09:30	01	Inscription avec café et thé
09:30 - 10:15	02	Bienvenue et ouverture M. Markus Krajewski (Friedrich-Alexander-University Erlangen-Nürnberg) Mme Neetu Sharma (Université National Law School of India)
10:15 - 10:30		Énergisant: Connecter les participant·e·s
10:30 - 11:30	03	Répondre aux crises au-delà des frontières M. Joseph Schechla (Réseau pour le droit au logement et à la terre - Coalition internationale Habitat)
11:30 - 12:00		Pause
12:00 - 13:00	04	Mises à jour des groupes régionaux M. Joseph Byomuhangyi (Initiative pour les droits sociaux et économiques - ISER Ouganda)
13:00 - 14:30		Déjeuner
14:30 - 16:00	05	Ateliers thématiques – 1^{ière} série <ol style="list-style-type: none"> a) Crise climatique et éco-destruction Mme Palvasha Shahab (Rasheed Razvi Centre for Constitutional and Human Rights) M. Sébastien Duyck (Centre pour le droit international de l'environnement - CIEL) b) Capture de la gouvernance mondiale par les entreprises (gouvernance multipartite) Mme Cynthia Palacios Reckziegel (Centro de Estudios Legales y Sociales - CELS) M. Joseph Schechla (Réseau pour le droit au logement et à la terre - Coalition internationale Habitat) c) Commerce, investissement et droits de propriété intellectuelle M. Daniel Augenstein (Université de Tilburg) M. Klaus D. Beiter (North-West University, Potchefstroom) d) Politiques de migration et d'asile Mme Brid Brennan (Institut Transnational) e) Flux financiers illicites (y compris la justice fiscale, l'évitement fiscal et l'évasion fiscale) M. Cephas Lumina (Université de Lusaka)
16:00 - 16:30		Pause
16:30 - 18:00	06	Ateliers thématiques – 2^{ième} série <ol style="list-style-type: none"> f) Régulation des sociétés transnationales Mme Mona Sabella (ESCR-Net) M. Arnold Kwesiga (Université de Pretoria, Coalition africaine pour la responsabilité des entreprises) g) Institutions financières internationales et coopération au développement Mme Emma Luce Scali (Birmingham City University) M. Sergio Chaparro (London School of Economics and Political Science) h) Pandémie mondiale Mme Rossella De Falco (Initiative mondiale pour les droits économiques, sociaux et culturels - GI-ESCR) i) Conflit, Occupation, Guerre Mme Ayushi Kaylan (FIAN International) M. Wesam Ahmad (Al Haq) j) Financiarisation Mme Marcela Vecchione-Gonçalves (Universidade Federal do Pará, Université d'Anvers) M. Sylvain Aubry (Comité de pilotage du Consortium ETO)
18:00 - 20:00	07	Événements parallèles <i>Voir l'avant-dernière page</i>

VENDREDI - 17 JUIN 2022

3

09:00 - 12:00	08	Visite du Mémorial des procès de Nuremberg
12:00 - 13:30		Déjeuner
13:30 - 15:00	09	Ateliers thématiques : Fertilisation croisée en plénière Mme Sandra Beatriz Arellano Cruz (Perú Equidad) M. Miriam Saage-Maaß (Centre européen des droits constitutionnels et humains - ECCHR)
15:00 - 16:30	10	Droits humains des générations futures (principes de Maastricht IV) M. Sébastien Duyck (Centre pour le droit international de l'environnement - CIEL) Mme Ana Maria Suárez Franco (FIAN International)
16:30 - 17:00		Pause
17:00 - 19:00	11	Débat public : La redevabilité au-delà des frontières M. Armin Paasch (Misereor) Mme Ayushi Kaylan (FIAN International) M. Ben Vanpeperstraete (Centre européen des droits constitutionnels et humains - ECCHR) Mme Manoela Roland (Centre des droits humains et des affaires Université fédérale de Juiz de Fora) M. Giuseppe Cioffo (CIDSE) M. Markus Krajewski (Friedrich-Alexander-University Erlangen-Nürnberg)

SAMEDI - 18 JUIN 2022

09:00 - 11:20	12	Rencontres régionales a) Afrique sub-saharienne Mme Ngone Ali Ngom (CICODEV Afrique) M. Klaus D. Beiter (North-West University, Potchefstroom) b) Asie du Sud-Ouest et Afrique du Nord (SWANA) Mme Mona Sabella (ESCR-Net) M. Ahmed Mansour (Réseau du droit au logement et à la terre - Coalition internationale Habitat) c) Asie Mme Neetu Sharma (Université National Law School of India) M. Muhammad Mujibul Haque Munir (COAST Trust) d) Amérique latine et Caraïbes Mme Manoela Carneiro Roland (HOMA - Université de Juiz de Fora) M. Enrique Fernández Maldonado Mujica (Perú Equidad) e) Europe et Amérique du Nord Mme Gamze Erdem Türkelli (Université d'Anvers) M. Iain Byrne (Amnesty International)
11:20 - 11:40		Pause
11:40 - 12:45	13	Rencontres régionales : Plénière de fertilisation croisée Mme Diana Yirley Guarnizo Peralta (Centro de Estudios de Derecho, Justicia y Sociedad DEJUSTICIA) M. Juan Pablo Guerrero Home (Centro de Investigación y Educación Popular / Programa por la Paz)
12:45 - 14:00		Déjeuner
14:00 - 16:00	14	Présentation des luttes des communautés et des cas d'ETO M. Gearóid Ó Cuinn (Réseau mondial d'action juridique - GLAN) Mme Gamze Erdem Türkelli (Université d'Anvers)

Présentation of cases

a) Cas SIAT (Côte d'Ivoire)

M. **Sinan Ouattara Issifou** (représentant de la communauté Prikro, Côte d'Ivoire)

b) Cas SIAT (Ghana)

Mr. **Wisdom Koffi Adjawlo** (Youth Volunteer for the Environment (YVE), Ghana)

c) Marée noire par Respol (Pérou)

M. **Enrique Fernández Maldonado Mujica** (Perú EQUIDAD)

d) Flux de fonds illicites (Bangladesh)

M. **Muhammad Mujibul Haque Munir** (COAST Foundation)

e) Droits du travail dans le secteur de l'habillement (Cambodge)

M. **Claudio Schuftan** (People's Health Movement)

f) Soutien de Lafarge au terrorisme (Syrie, Iraq)

M. **Joseph Schechla** (Housing and Land Rights Network - Habitat International Coalition)

g) Cas Duarte Agostinho (ECtHR)

M. **Joshua Jackson** (Action4Justice / Cloisters)

h) Cas des énergies renouvelables à La Guajira (Colombie)

Mr **Julián Tole Martínez** (Universidad Externado de Colombia)

i) L'affaire des logiciels espions de NSO (Palestine et autres)

M. **Wesam Ahmad** (Al-Haq)

j) Groupe EDF et projet éolien Gunaa Sicaru (Mexique)

Mme **Rossella De Falco** (Global Initiative for Economic, Social and Cultural Rights)

16:00 - 16:20

Pause

16:20 - 18:00

15

Ateliers sur la responsabilité, les litiges et les campagnes – 1^{ère} série

a) Cas SIAT (Côte d'Ivoire)

b) Cas SIAT (Ghana)

c) Marée noire par Respol (Pérou)

d) Flux de fonds illicites (Bangladesh)

18:00 - 20:00

16

Événements parallèles

Voir l'avant-dernière page

DIMANCHE - 19 JUIN 2022

09:00 - 10:45

17

Réunion statutaire du Consortium de l'ETO : Règlement intérieur

pour les membres du Consortium ETO

Les non-membres peuvent participer, mais sans droit de vote.

Secrétariat du Consortium ETO (FIAN International)

10:45 - 11:15

Pause

11:15 - 13:00

18

Ateliers sur la responsabilité, les litiges et les campagnes – 2^{ème} série

e) Droits du travail dans le secteur de l'habillement (Cambodge)

f) Soutien de Lafarge au terrorisme (Syrie, Iraq)

g) Cas Duarte Agostinho (ECtHR)

h) Cas des énergies renouvelables à La Guajira (Colombie)

i) L'affaire des logiciels espions de NSO (Palestine et autres)

j) Groupe EDF et projet éolien Gunaa Sicaru (Mexique)

13:00 - 14:00

Déjeuner

14:00 - 15:00

19

Responsabilité et litiges : fertilisation croisée en plénière

M. **Joshua Jackson** (Action4Justice / Cloisters)

15:00 - 16:00

20

Clôture de la conférence mondiale

16:00 - 17:00

Boisson de clôture

01 **Inscription avec café et thé**

Les participant-e-s sont invité-e-s à commencer l'enregistrement suffisamment tôt (il sera ouvert à 8h00) afin que la conférence puisse démarrer à l'heure. Remise des **documents de la conférence**, des **badges nominatifs** et des **dispositifs d'interprétation**.

02 **Bienvenue et ouverture**

Accueil officiel et ouverture. En outre, les **acteurs des droits humains de Nuremberg** expliqueront le dynamisme de la scène locale des droits humains. Enfin, les **objectifs et le programme** de la conférence, ainsi que certains aspects logistiques, seront expliqués aux participants.

03 **Répondre aux crises au-delà des frontières**

Nous assistons actuellement à un changement de paradigme multiple, que ce soit en matière de santé (pandémie mondiale), de climat (écodestruction, perte de biodiversité, extinction des espèces), de conflits armés en cours ou nouveaux, etc. Quel pourrait être le rôle des OET dans la refonte du monde en ces temps, dans la construction de modèles émancipateurs alternatifs ? Cette session vise à planter le décor - en rappelant également aux participant-e-s la genèse des principes de Maastricht des OET. Et pourquoi les OET restent essentiels dans un monde de plus en plus interconnecté, interdépendant et globalisé.

04 **Mises à jour des groupes régionaux**

Les membres des différentes régions présenteront de brèves réflexions sur leurs régions respectives et selon leurs perspectives respectives (OSC, mouvement social, universitaire) : 1) Asie centrale et du Sud & Asie de l'Est et du Sud-Est, y compris Australie, Nouvelle-Zélande, Océanie ; 2) Europe & Amérique du Nord ; 3) Amérique latine & Caraïbes ; 4) Asie du Sud-Ouest & Afrique du Nord (SWANA) ; 5) Afrique subsaharienne.

05 & 06 **Ateliers thématiques**

Dans les différents ateliers thématiques, plusieurs de ces crises multiples seront discutées, et les participant-e-s proposeront des réponses concrètes. La conférence comprendra 10 ateliers thématiques. Les objectifs des ateliers thématiques consistent en un apprentissage mutuel et un partage des connaissances, ainsi qu'en l'identification d'activités et de cas futurs susceptibles de déclencher diverses collaborations et synergies.

07 & 16 **Événements parallèles**

Les participants ont la possibilité de proposer des sujets de discussion après le programme officiel. Veuillez consulter les événements parallèles proposés à la page 8.

08 **Visite du Mémorial des procès de Nuremberg**

La visite du Mémorial débutera par une présentation extérieure de M. **Rainer Huhle** (Centre des droits humains de Nuremberg / Friedrich-Alexander-University Erlangen-Nürnberg). Voir aussi le document d'informations pratiques.

09 **Ateliers thématiques : Fertilisation croisée en plénière**

Les rapporteuses et rapporteurs des différents ateliers thématiques feront un retour d'information en plénière. L'idée de l'enrichissement mutuel est également d'identifier si certaines actions ou certains cas identifiés dans un atelier (par exemple, le commerce et l'investissement) sont pertinents pour un autre sujet (par exemple, la crise climatique et l'écodestruction). Cette session plénière vise à partager les activités futures concernant les différents sujets traités dans les ateliers.

10 **Droits humains des générations futures (principes de Maastricht IV)**

En tant que personnes travaillant avec les obligations extraterritoriales (OET), nous sommes en quelque sorte les "rejetons" des principes de Maastricht III sur les OET. Le processus de Maastricht IV - sur les **droits humains des générations futures** - est en cours et les principes sont dans un processus de rédaction. L'objectif est d'informer les participant-e-s sur le processus et de recueillir des commentaires sur les synergies et les conflits potentiels entre l'accent mis sur les droits des générations futures et les campagnes de sensibilisation et les luttes juridiques

actuelles. Nous cherchons également à discuter de l'interdépendance entre les droits humains au-delà des frontières et les droits des générations futures.

11 **Débat public : La redevabilité au-delà des frontières**

Le débat public portera sur la responsabilité et la réglementation des entreprises. Les co-organisateurs de cet événement seront les OSC allemandes membres de l'ETOC, à savoir le Centre européen pour les droits constitutionnels et les droits de l'homme (ECCHR), Bread for the World et Misereor, ainsi que Markus Krajewski (FAU), CIDSE, HOMA et FIAN International.

La rupture mortelle du barrage d'une mine de fer à Brumadinho, au Brésil, l'incendie catastrophique de l'usine textile Ali Enterprise au Pakistan et de nombreux autres cas de violations des droits de l'homme dans les chaînes d'approvisionnement mondiales en témoignent : les lacunes juridiques en matière de protection et les obstacles pratiques à l'accès à la justice empêchent les survivants et les autres personnes affectées de réclamer avec succès des dommages et intérêts. Cela est particulièrement vrai dans les constellations de cas transnationaux. Les processus législatifs au niveau national et européen ainsi que le processus de négociation d'un traité des Nations unies sur les entreprises et les droits humains devraient changer cette situation. Les panélistes analyseront les obstacles auxquels les victimes de violations des droits humains et de dommages environnementaux sont confrontées dans des études de cas concrètes lorsqu'elles intentent une action en justice pour faire valoir leurs droits. Ils discuteront du potentiel et des limites des initiatives législatives nationales en Allemagne et au Brésil, ainsi que des exigences d'une future loi européenne sur la chaîne d'approvisionnement et d'un accord des Nations unies, afin de prévenir les violations des droits de l'homme et de permettre aux personnes concernées d'accéder à la justice.

Voir également le prospectus en page 8.

12 **Rencontres régionales**

Les participant·e·s des différentes régions se réunissent. Le Consortium ETO compte les régions suivantes : 1) Amérique latine et Caraïbes, 2) Afrique subsaharienne, 3) Asie centrale et du Sud et Asie de l'Est et du Sud-Est, y compris Australie, Nouvelle-Zélande, Océanie, 4) Europe et Amérique du Nord, 5) Asie du Sud-Ouest et Afrique du Nord (SWANA).

Les objectifs des rassemblements régionaux sont multiples : Discuter des processus, politiques et cas régionaux pertinents liés aux OET ; identifier les acteurs (OSC, universitaires, mouvements) qui pourraient rejoindre - ou être impliqués dans - les activités ou processus (régionaux) du Consortium ETO ; se mettre d'accord sur les actions, activités et cas régionaux.

13 **Rencontres régionales : Plénières de fertilisation croisée**

Les rapporteuses et rapporteurs des différents rassemblements régionaux devraient donner un retour en séance plénière. L'idée de l'enrichissement mutuel est également d'identifier si certaines actions identifiées ou certains cas décidés dans une région sont pertinents pour une autre région - de sorte que des synergies puissent être créées.

14 **Présentation des luttes des communautés et des cas extraterritoriales**

Plusieurs résultats ou propositions mentionnés dans l'enquête auprès des membres de 2021 convergent ici. Tout d'abord, des cas concrets de violations extraterritoriales des droits humains devraient être étudiés ; ensuite, les communautés affectées qui luttent pour leurs droits (dans ces cas) sont soutenues par les membres du Consortium (OSC et universitaires) ; enfin, des mécanismes de responsabilité devraient être recherchés et - peut-être plus important encore - les litiges soutenus. Dans cette session, les représentant·e·s des mouvements sociaux, des communautés affectées et des OSC présentent brièvement leurs cas, qui serviront de base aux ateliers de cas suivants. Dans ce contexte, le réseau de recherche scientifique "*ETOs in Practice*", financé par la Fondation pour la recherche en Flandre, vise à rassembler le monde universitaire et les OSC afin de travailler sur les litiges et la responsabilité liés aux violations extraterritoriales des droits de l'homme. Les membres de ce réseau expliquent les objectifs et les possibilités de collaboration.

15 & 18 **Ateliers sur la reddition de comptes, les litiges et les campagnes**

Les participant·e·s se répartissent en 4 ou 5 sous-groupes (en fonction du nombre de cas présentés). Avec le soutien de membres (universitaires et OSC) experts en matière de responsabilité et de litiges, les ateliers de cas visent à discuter et à identifier des pistes concrètes de **responsabilité**, de **campagnes**, voire de **litiges**.

17 **Réunion statutaire du Consortium de l'ETO : Règlement intérieur**

Cette réunion est destinée aux membres du Consortium ETO. Les autres participants ont du temps libre - ou peuvent également participer s'ils sont intéressé·e·s (sans pouvoir de décision). Plusieurs questions de procédure seront discutées.

19

Responsabilité et litiges : Fécondation croisée en plénière

Les rapporteuses et rapporteurs des différents ateliers donneront un retour lors de cette session plénière. Cette fertilisation croisée vise à identifier si certaines voies de responsabilité ou de litige décidées pour un cas sont pertinentes pour d'autres cas - afin de créer des synergies.

20

Clôture de la conférence mondiale

Lors de la clôture officielle, les principales actions prospectives, les collaborations et les défis seront présentés.

Jeudi - 16 juin 2022

- ✓ **18:15 - 19:30** **« *What the tech ?* » Comprendre les impacts de la numérisation sur les droits humains et les nouveaux paysages réglementaires.**
- ✓ Mme **Francesca Feruglio** (ESCR-Net) et **Mme Sabrina Rau** (Friedrich-Alexander-University Erlangen-Nürnberg)
Cet événement parallèle se concentrera sur l'impact de la numérisation sur les droits humains, et plus particulièrement sur les droits économiques, sociaux et culturels. Il examinera comment les nouvelles mutations numériques influencent les dynamiques de pouvoir entre les États, les citoyens et les entreprises, ainsi que les paysages réglementaires internationaux. Après deux présentations très brèves, cette session explorera les principaux défis posés par la numérisation et les opportunités découlant de la réglementation et la façon dont elle influence divers domaines respectivement. Comment la numérisation a-t-elle influencé votre domaine de travail ? Comment pouvons-nous assurer la protection des droits de l'homme dans le domaine de la technologie sans tomber dans le piège du "tech-solutionisme" ?
- ✓ **Repousser les frontières des droits humains**
M. **Sylvain Aubry** (Comité de pilotage du Consortium ETO)

Samedi - 18 juin 2022

- ✓ **18:15 - 19:15** **Projet "ETOs in Practice" : Information pour les OSC**
Mme **Gamze Erdem Türkelli** (Université d'Anvers)
Le réseau de recherche scientifique "ETOs in Practice" (financé par la Fondation pour la recherche en Flandre) vise à réunir le monde universitaire et les OSC afin de travailler sur les litiges et la responsabilité liés aux violations extraterritoriales des droits de l'homme. Les membres de ce réseau expliquent les objectifs et les possibilités de collaboration.
- ✓ **Commercialisation de l'éducation**
M. **Timothy Fish Hodgson** (Commission internationale de juristes) et M. **Klaus D. Beiter** (North-West University)
- ✓ **Structures d'incitation économique perpétuant les conflits, l'occupation et le colonialisme au 21st siècle**
M. **Wesam Ahmad** (Al-Haq)



LIABILITY BEYOND BORDERS
 ACCESS TO JUSTICE AND COMPENSATION FOR COMMUNITIES
 AFFECTED BY CORPORATE HUMAN RIGHTS ABUSES

Friday, 17 June 2022
 17:00 - 19:00 CEST

Moderation **Prof. Markus KRAJEWSKI**
 Centre for Human Rights Erlangen-Nürnberg (CHREN)
 Friedrich-Alexander University Erlangen-Nuremberg

Panellists **Ayushi KALYAN**
 FIAN International

Prof. Manoela CARNEIRO ROLAND
 Homa (Human Rights and Business Centre)
 Faculty of Law of the Federal University of Juiz de Fora

Armin PAASCH
 Misereor

Ben VANPEPERSTRAETE
 European Centre for Constitutional and Human Rights (ECCHR)

Giuseppe CIOFFO
 CIDSE

This debate takes place within the scope of the global conference of the ETO Consortium. Simultaneous interpretation is available in English, Spanish, and French.

JOIN HERE:
 → <https://tinyurl.com/ye258ryk>

The deadly dam burst of an iron ore mine in Brumadinho, Brazil, the catastrophic fire at the Ali Enterprise textile factory in Pakistan and many other cases of human rights violations in global supply chains have testified: legal gaps in protection and practical hurdles in access to justice prevent survivors and other affected persons from successfully claiming damages. This is especially true in transnational case constellations. Legislative processes at national and EU level as well as the negotiation process for a UN treaty on business and human rights should change this. The panellists will analyse the obstacles that victims of human rights violations and environmental damage face in concrete case studies when suing for their rights. They will discuss the potential and limitations of national legislative initiatives in Germany and Brazil, as well as the requirements for a future EU supply chain law and a UN agreement, so that human rights violations are prevented and those affected have access to justice.

